



FORMULAIRE DE RUPTURE

Par la présente, les parties, ci-après désignées, déclarent qu'il est mis fin, en date du ... / ... /, au contrat d'apprentissage qui les lie et qui a démarré le ... / ... / et devait initialement se terminer le ... / ... /

- Enregistré sous le n° auprès de la CCI (avant 2020)
 Déposé sous le n° auprès de l'OPCO (à partir de 2020)

PARTIES AU CONTRAT

L'EMPLOYEUR	RAISON SOCIALE		N° SIRET	
	NOM DU CONTACT		FONCTION	
	MAIL		TELEPHONE	
L'APPRENTI(E)	NOM / PRENOM		DATE NAISSANCE	... / ... /
	ADRESSE - CP - VILLE			
	MAIL		TELEPHONE	
SI MINEUR-E : REPRESENTANT LEGAL	NOM / PRENOM		QUALITE	
	ADRESSE - CP - VILLE			
	MAIL		TELEPHONE	

MOTIF DE RUPTURE (Cochez la case correspondante) - Articles L.6222-18 et suivants du code du travail

<input type="checkbox"/>	D'un commun accord
<input type="checkbox"/>	Au cours des 45 premiers jours, consécutifs ou non, de présence effective en entreprise (Hors arrêt de travail, temps au CFA...)
<input type="checkbox"/>	A l'initiative de l'employeur dans le cadre d'un licenciement pour faute grave de l'apprenti
<input type="checkbox"/>	A l'initiative de l'employeur dans le cadre d'un licenciement pour inaptitude de l'apprenti au poste
<input type="checkbox"/>	A l'initiative de l'employeur dans le cadre d'un licenciement qui fait suite au décès de l'employeur maître d'apprentissage dans une entreprise unipersonnelle
<input type="checkbox"/>	A l'initiative de l'employeur dans le cadre d'un licenciement pour force majeure
<input type="checkbox"/>	A l'initiative de l'employeur dans le cadre d'un licenciement suite à l'exclusion définitive de l'apprenti
<input type="checkbox"/>	A l'initiative de l'apprenti(e) pour obtention du diplôme (employeur prévenu un mois avant)
<input type="checkbox"/>	A l'initiative de l'apprenti(e) pour démission après saisine du médiateur (notification à l'employeur cinq jours minimum après saisine, respect d'un préavis d'au moins 7 jours après notification)
<input type="checkbox"/>	A l'initiative du liquidateur en cas de liquidation judiciaire de l'entreprise
<input type="checkbox"/>	Sur décision de l'autorité administrative faisant suite à une opposition à l'engagement d'apprentis
<input type="checkbox"/>	Par suite du refus de la Direccte d'autoriser la reprise de l'exécution du contrat, en présence de risque sérieux d'atteinte à la santé ou à l'intégrité physique ou morale de l'apprenti

Fait à : le / /

L'EMPLOYEUR

L'APPRENTI(E)

LE REPRESENTANT LEGAL
(apprenti-e mineur-e)

Une fois signé, copie de ce document est à transmettre à l'opérateur de compétences (OPCO) dont relève l'employeur et au directeur du CFA auprès duquel l'apprenti(e) était inscrit(e)